

Crise du gaz: l'Allemagne maintient son objectif de sortie du charbon en 2030

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 5 heures,

Mis à jour il y a 24 minutes

▶ Écouter cet article ⓘ

00:00/02:10 🔊



«Nous devons peut-être redémarrer des centrales à charbon (...)» a déclaré le gouvernement allemand. *bilanol / stock.adobe.com*

L'Allemagne, qui a annoncé dimanche pour compenser les baisses de livraisons de gaz russe un probable recours accru au charbon, maintient son objectif d'abandonner cette énergie polluante en 2030, a indiqué lundi le gouvernement.

«La sortie du charbon en 2030 n'est pas du tout vacillante (...) nous devons peut-être redémarrer des centrales à charbon (...) ce qui entraînera naturellement une augmentation des émissions de CO2, il est donc d'autant plus important que nous nous en tenions fondamentalement à notre calendrier», a déclaré un porte-parole du ministère de l'Économie et du Climat, lors d'une conférence de presse à Berlin.

Un recours au charbon court-termiste

L'objectif d'abandonner le charbon en 2030 est un point central du contrat de coalition du chancelier social-démocrate Olaf Scholz avec ses partenaires écologistes et libéraux. Le gouvernement s'est néanmoins résolu à annoncer dimanche qu'il utiliserait des centrales à charbon dites «*de réserve*», ne servant actuellement qu'en dernier recours, pour garantir la sécurité énergétique du pays alors que la Russie réduit progressivement ses flux de gaz livrés à l'Europe. Ce recours au charbon, nécessaire pour faire face à «*l'aggravation*» de la situation sur le marché gazier, sera «*provisoire*», a promis dimanche le ministre de l'Économie et du Climat, le Vert Robert Habeck, reconnaissant qu'il s'agissait d'une décision «*amère*». La relance des centrales à charbon sera «*une mesure à court terme*», sur une période «*limitée*», jusqu'en 2024, a insisté lundi le porte-parole du ministère de l'Économie et du Climat, Stephan Gabriel Haufe.

La conséquence des baisses de livraison de gaz

Le géant russe Gazprom a annoncé la semaine dernière plusieurs baisses de livraison de gaz via le gazoduc Nord Stream, sur fond de bras de fer entre pays occidentaux et Moscou dans le contexte de la guerre en Ukraine. Cette décision a un lourd impact sur plusieurs pays européens, en particulier l'Allemagne, l'Italie et la France, qui ne reçoit désormais plus de gaz russe. Pour Berlin, qui continue d'importer 35% de son gaz de Russie, contre 55% avant la guerre, la situation est «*sérieuse*», selon Robert Habeck, même si l'approvisionnement du pays reste pour l'instant garanti.

L'Autriche, également dépendante du gaz russe, a aussi annoncé dimanche le prochain redémarrage d'une centrale à charbon désaffectée, afin de pouvoir pallier une éventuelle pénurie. La Commission européenne, qui a fixé aux pays de l'Union Européenne des objectifs ambitieux de réduction des émissions de CO₂, a pris acte de ces mesures. «*Certaines des capacités de charbon existantes pourraient être utilisées plus longtemps que prévu initialement*» en raison de la crise énergétique, a déclaré Tim McPhie, porte-parole de la Commission, lors d'un point de presse. «*Nous savons que le mix énergétique et les plans des États membres vont s'adapter légèrement parce que nous sommes dans une situation inattendue*», a-t-il ajouté.

Industrie rassurée

Le gouvernement allemand a dit ne pas pouvoir encore évaluer pour quels volumes supplémentaires, il fera appel aux centrales à charbon. «*Cela dépendra du marché de l'énergie et de la situation de l'approvisionnement*» en gaz dans les prochains mois, a souligné le ministère de l'Économie. Il a également rappelé que l'Allemagne agit dans le cadre des quotas d'émission de CO2 fixés dans l'Union européenne : le pays est donc tenu de respecter des limites, que les émissions proviennent du gaz ou du charbon. Les organisations de défense de l'environnement ont accueilli l'initiative avec des réactions mitigées, insistant pour que le gouvernement ne déroge pas à son objectif d'être sorti du charbon en 2030.

L'expert Michaël Hüther, patron de l'Institut allemand d'économie (IW), a en revanche jugé que le redémarrage des centrales était justifié «*afin de contrer d'éventuelles nouvelles restrictions de livraison par Gazprom, car l'industrie - chimie, verre, papier, acier, alimentation en particulier - peut difficilement faire des ajustements compliqués à court terme*». Pour réduire sa dépendance au gaz russe, l'Allemagne a augmenté ses achats de gaz naturel liquéfié importé notamment de Belgique, des Pays-Bas et de Norvège, et va bientôt se doter de ses propres terminaux de livraison de GNL. Le pays a également lancé un plan d'accélération des implantations d'éoliennes et tente d'inciter particuliers et entreprises à réduire leur consommation d'énergie. Berlin a en revanche exclu de prolonger la durée de vie de son parc nucléaire alors que les deux dernières centrales du pays doivent être débranchées à la fin de l'année.